

Initiatives ministérielles

ministres, les députés, les fonctionnaires, le monde des affaires et les employés, tous doivent faire leur part.»

• (1310)

Ce n'est pas ce que le gouvernement a fait. Il a préféré favoriser certains groupes. Par exemple, il avait l'intention de verser d'énormes primes à certains membres de la fonction publique et d'organismes publics, comme CN Rail, l'Énergie atomique du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Quand le député de Gander—Grand Falls a porté à l'attention de la Chambre le fait que ces gens allaient toucher plus de 50 000 dollars en primes, cette année, le ministre a répondu que ces primes venaient d'être annulées.

Où mentionne-t-on, dans ce projet de loi, que ces primes ne peuvent pas être versées? Nulle part. Si le ministre avait été sincère quand il a dit qu'il annulerait ces primes et qu'il regrettait d'avoir eu l'intention de les verser à certains membres de la fonction publique, mais non aux membres de l'Alliance de la fonction publique, il aurait prévu leur suppression dans la loi. Ils auraient subi les mêmes compressions.

Pourquoi, l'an dernier, juste avant de présenter le budget qui réduisait les salaires de certains fonctionnaires, le gouvernement a-t-il accordé une augmentation de 4,2 p. 100 à 50 cadres supérieurs de sociétés d'État et d'organismes gouvernementaux, y compris au gouverneur de la Banque du Canada? Pourquoi a-t-il versé ces augmentations à ce moment-là? Pourquoi ne les a-t-il pas annulées rétroactivement?

Le gouvernement ne l'a pas fait pour une raison évidente. Il a cru pouvoir réaliser son programme politique néo-conservateur en s'attaquant aux fonctionnaires.

A-t-il demandé au secteur privé de renoncer à ses augmentations de salaires pour devenir plus compétitif? Dans le secteur privé, bien des gens n'obtiennent aucune augmentation de salaire. Cependant, un rapport de la Chambre de commerce de Toronto révèle que, dans le Grand Toronto, en 1991, l'augmentation moyenne du salaire de base des dirigeants, c'est-à-dire sans tenir compte des rémunérations variables ou au rendement, a été de 7,7 p. 100. Il s'agit de la moyenne pondérée de tous les salaires de base.

Si le gouvernement avait voulu amener tous les Canadiens à porter le fardeau des graves difficultés économiques que nous devons à sa piètre gestion, il aurait dû demander à tout le monde de faire sa part.

De quel type de gestion le gouvernement peut-il se réclamer pour rendre ses propres politiques plus crédibles? Je ne saurais faire mieux que de citer un article publié le 15 septembre par M. Geoffrey Stevens, journaliste au *Toronto Star*:

Supposons que le gouvernement soit une société privée. Que se passerait-il si la société accordait des augmentations à ses administrateurs et à ses cadres supérieurs et que, sans négociations, elle annonçait que ses employés de bureau et d'usine n'en auraient aucune cette année, et n'auraient qu'une augmentation inférieure au taux d'inflation pour les deux années suivantes? Il y aurait grève, et le public en imputerait la faute à l'employeur.

Il poursuit, monsieur le Président:

[. . .] un employeur qui essaie de faire le dur en traitant délibérément ses propres travailleurs de manière injuste est un gestionnaire incompetent. C'est aussi un idiot malveillant.

Un nouvel ordre économique s'instaure dans le monde. Les frontières s'ouvrent. Les sociétés peuvent avoir des usines n'importe où dans le monde pour profiter des divers facteurs de compétitivité.

L'un de ces facteurs les plus importants est le degré de certitude avec lequel les entreprises peuvent compter sur les services de la fonction publique: infrastructure des transports et des communications, transports aériens, expéditions, acheminement des chèques, permanence des services.

Voilà un facteur, et il est critique pour notre compétitivité. Il y a plus important encore, à long terme, pour l'orientation de notre économie: la nouvelle attitude que le Canada doit adopter. Ce n'est pas une attitude nouvelle. Il suffit de voir ce qui se fait ailleurs dans le monde.

C'est le modèle européen et japonais de faire des affaires par opposition au modèle américain, britannique et mulroniste. C'est un modèle où les pouvoirs publics, les fonctionnaires, les industriels, les financiers, les enseignants et les travailleurs collaborent étroitement, dans une parfaite harmonie, à l'établissement des objectifs économiques et à leur réalisation. Même le ministre de l'Industrie a reconnu dans son document, *Prosperity for the Year 2000*, que nous allons avoir besoin de ce genre de collaboration.

Mais que fait ce gouvernement? En sa qualité de plus gros employeur du pays et de patron des fonctionnaires, il